

## **MOTION**

**Les Délégués Syndicaux et le Bureau National du SNICA-FO, statutairement réunis en Congrès à Reims du 18 au 22 mars 2013, rappellent leur attachement indéfectible aux statuts particuliers des IPCSR & DPCSR.**

**Le Congrès revendique avec la plus grande fermeté leur maintien et leur pérennité.**

**Le Congrès dénonce la méthode insidieuse employée par l'Administration pour mieux imposer ses choix en matière de transfert des IPCSR et DPCSR vers le ministère en charge de l'éducation et la sécurité routières.**

Le Congrès voit dans la forme que revêt le groupe de travail relatif à ce sujet un **simulacre de concertation dans la mesure où aucun élément n'est de nature à sécuriser l'avenir des personnels** à long terme. Il ne peut se satisfaire des déclarations de bonnes intentions sur des éléments aussi capitaux que la gestion centralisée des corps, la pérennité du RIN-ARTT et de la circulaire du 25 mars 2003, le maintien des ratios de promotion actés le 26 mars 2012, le CCER et la continuité des droits et moyens syndicaux.

**Le Congrès déclare en effet que les fiches-recueils rédigées et transmises par la DRH du MI ne valent pas engagements et que, par conséquent, la plus grande défiance s'impose.**

Il estime que l'Administration, en prenant le prétexte spécieux de favoriser les échanges au cours du groupe de travail dans le but d'élaborer ces fiches-recueils, incite le SNICA-FO à réaliser la tâche qui incombe uniquement aux deux ministères de tutelle. En effet, le Congrès affirme que l'élaboration de ces documents requiert simplement une collaboration entre ces ministères. **Le Congrès dénonce dans cette méthode une tentative d'intégration de l'organisation syndicale dans les prises de décisions de l'Administration** qui essaie au préalable d'établir un diagnostic partagé. Le Congrès rejette avec vigueur cette dérive.

**Le Congrès exige, avant que ne soit présenté un projet global, la sécurisation point**

**par point des différents droits et acquis par le truchement de courriers ayant valeur d'accords indéfectibles** (y compris au-delà de 2014) signés par le ministre en charge de l'éducation et la sécurité routières.

Le Congrès déclare qu'il est totalement illusoire de croire que le ministère de l'intérieur se conformera sur le long terme à un fonctionnement uniquement adapté et dédié aux corps des IPCSR et DPCSR. Il demande instamment à être informé des intentions réelles de l'Administration.

**Parallèlement, le Congrès exige que le projet de recentralisation élaboré par le SNICA-FO soit étudié et envisagé avec la plus grande attention.**

Animé par le souci constant de donner la priorité à un dialogue constructif, **le congrès mandate le Bureau National pour détailler, au cours d'une audience bilatérale avec les SG des ministères, ses positionnements et attentes.**

**Par ailleurs, le Congrès réaffirme l'impérieuse nécessité d'une augmentation du régime indemnitaire des IPCSR et de la cotation de la part fonction de la PFR des DPCSR au titre de l'année 2013, indépendamment de la problématique d'échéance de transfert projetée par l'Administration.**

Le Congrès exige le déplafonnement de l'actuel régime indemnitaire des IPCSR et rejette toute refonte de celui-ci alors même que le DGAFP a lancé un chantier interministériel à ce sujet. Il condamne le chantage qui consiste à conditionner une revalorisation à une refonte.

**Le Congrès, conscient que l'administration cherche à circonvenir les IPCSR et DPCSR, mandate la Commission Exécutive du SNICA-FO pour mettre en œuvre toutes formes d'actions pour garantir la pérennisation des droits et acquis.**

*Adoptée à l'unanimité,  
Le 21 mars 2013*

**SNICA  
FO**